

# **TOCQUEVILLE MAGAZINE**

## **HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET**

**N° 615 12 mai 2009**

**Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.**

---

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION**

**LE 13 MAI EST LA FETE DE NOTRE-DAME DE FATIMA. EN 1917, LA VIERGE APPARUT A DES ENFANTS AU PORTUGAL. COMME L'AVAIT PROMIS, LES APPARITIONS SE TERMINERENT PAR UN MIRACLE SOLAIRE VU PAR DES MILLIERS DE PERSONNES.**

---

### **EDITO**

#### **LA RUINE POUR LES LYONNAIS**

**Dans le journal « Le cri du contribuable », on lit comment la municipalité actuelle de Lyon a programmé la ruine des Lyonnais. Il y a à la mairie 68 collaborateurs de cabinet. Il existe un grand nombre de vice-présidents du grand Lyon, indemnisés à raison de 2700 € par mois pour 10 réunions par an. L'absentéisme du personnel du Grand Lyon est de 29 jours par an soit trois fois plus que celui des entreprises du privé. Dans le service de la voirie il y a 300 personnes dans les bureaux pour 700 sur le terrain. La valse des subventions se produit comme ailleurs : une subvention sert à réhabiliter la casbah d'Alger. Il y a bien entendu des ambassades à l'étranger comme par exemple des bureaux à New York et à Tokyo. La conclusion d'Alain Mathieu président de contribuables associés est que l'on pourrait facilement diminuer les dépenses de 20 %.**

**C'est l'occasion qui nous fait aujourd'hui évoquer Lyon. Il est évident que les mêmes remarques s'appliquent dans toutes les collectivités quelles qu'elles soient et bien entendu sauf rare exception. Le pourcentage de 20% appliqué à l'ensemble des collectivités montre l'immensité de la marge de manœuvre.**

**Sur le même sujet, nous avons déjà dénoncé la tendance très forte des impôts locaux à augmenter surtout après les dernières élections locales. Un autre facteur entre en jeu. Les élus locaux s'appuient sur la crise pour signaler que leurs recettes diminuent à la suite de cette crise et que cela conduira à de nouvelles augmentations d'impôts. Bien évidemment, ils n'ont aucune intention de faire ce qu'ils devraient faire : ils devraient renoncer à une partie majeure des avantages insensés sur le plan des salaires et de l'argent informel dont ils tirent eux-mêmes leur fortune personnelle ; cela suffirait pour rétablir les finances locales malgré la crise.**

**M.P.**

---

## **DU NEUF ET DU DEJA VU**

### **FONCTIONNAIRES EUROPEENS**

**Les fonctionnaires européens ont un statut de prince vénitien. Ils sont grassement payés : certains sont payés 16 000 € par mois et en plus il collectionne les avantages en matière de primes, d'impôts, de retraite et ne rendent compte de leur travail à personne. L'explication de leur prospérité est l'achat de leur silence. L'échelon du dessus, Commission et députés peuvent continuer leurs rapines en toute tranquillité en déversant de l'argent aux fonctionnaires.**

[ici](#)

### **LE SONDAGE OCCULTE**

**Un sondage Ipsos a été commandé récemment sur le travail le dimanche ; Radio-Notre-Dame et d'autres étaient dans les commanditaires du sondage. Il est frappant de constater que 84 % des personnes sondées sont contre le travail le dimanche ; il est notoire aussi que les salariés modestes, qui sont souvent invités à travailler le dimanche, ne sont pas favorables. Il faut rappeler en plus que Michel Édouard Leclerc a dit que le travail le dimanche n'augmentait en rien les bénéfices des supermarchés.**

Il est stupéfiant de noter que ce sondage a été passé sous silence par la grande presse ce qui montre bien la force de la Pensée Unique Totalitaire (P.U.T.) ainsi que la christiannophobie ambiante.

---

## COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent pas notre responsabilité. A chacun de juger)

### LOIS

Bonjour Monsieur et cher président,

LORSQUE VOUS DITES ci-dessous : " Personne ne peut calculer, ainsi, le nombre de pages qu' on inflige...", vous ne semblez pas savoir qu'il existe un "Observatoire de la législation" justement qui rend compte périodiquement de cette affaire. C'est ainsi que j'ai déjà pu citer les chiffres à plusieurs reprises depuis des années. Il y a avait 60% seulement de la législation et de la réglementation de codifiée en 2005 lors de la grande codification chiraquienne qui a tout réécrit et recodifié. Ces 60 % représentait plus de 260.000 articles dans 61 Codes avec 10.000.000 de mots ! Vous pouvez très facilement accéder vous aussi à ces statistiques révélatrices sur le site :

[http://www.legifrance.gouv.fr/html/statistiques\\_normatives/volume\\_droit\\_vigueur/page\\_accueil\\_droit\\_vigueur.htm](http://www.legifrance.gouv.fr/html/statistiques_normatives/volume_droit_vigueur/page_accueil_droit_vigueur.htm)

en remontant et complétant dans les autres pages vous verrez le nombre de mots. Il y a maintenant 64 Codes dont l'inénarrable Code du travail qui comptait déjà 9 tomes il y a 30 ans !

Pour infos !

LMDM

---

### EMPLOS FICTIFS

Sans oublier la lourdeur des structures des collectivités locales françaises !..

Il faut que la France, mais aussi toute l'Europe occidentale aient une énorme capacité financière (je ne dire "richesse", vu l'énormité du déficit..) pour faire vivre grassement tous ces personnages.. et les smicarts administratifs qui gravitent autour!

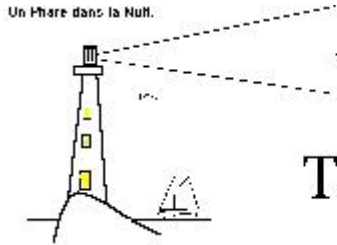
Mais seule une future banqueroute, avec émeutes, voire révolution pourra un jour mettre fin

à cette situation.. Est-ce souhaitable compte tenu des dommages collatéraux?..

Bien à vous,

Patrick barbé

---



## TOCQUEVILLE MAGAZINE

### LE FLASH

(A diffuser largement)

**LUNDI 11 MAI 2009**

### VIDE JURIDIQUE

**Il est clair que la liberté économique ne doit pas être encadrée ; dans le domaine de la vie quotidienne qui s'exprime par d'innombrables activités économiques, chacun doit être libre absolument de ses actions et de ses choix, sans que des politiques ou des tiers ne s'en occupent abusivement. La sagesse populaire toujours bien inspirée énonce depuis des siècles que « chacun doit s'occuper de ses moutons » !**

**Un pouvoir socialiste se reconnaît à divers stigmates dont en particulier le fait d'encadrer toutes les activités. Quand une activité n'est pas encadrée, les énarques au pouvoir parlent d'un « vide juridique », expression cruelle et méprisante qui laisse entendre que nous sommes incapables de nous gérer. Le pouvoir Sarkoziste n'échappe pas à cette imposture et des faits récents nous le démontrent une fois de plus.**

**Pour bien apprécier les dégâts fabuleux de cette catastrophe nationale qu'est l'interventionnisme à tout va, il faut se rappeler, une fois de plus, que l'une des causes de « l'effet de ruine » est l'inondation torrentielle des lois ce qui conduit aux grandes**

**calamités nationales : la santé, les retraites, le chômage pour toutes les générations, l'endettement public, la baisse des niveaux de vie et tous les déficits.**

**La France est la proie d'une véritable folie « bureaucratique ». À l'inondation de lois s'ajoute l'augmentation permanente du nombre de pages que contient chaque loi avec en outre les décrets d'application et les circulaires. Personne ne peut calculer, ainsi, le nombre de pages que l'on inflige aux entreprises, aux particuliers, aux associations, aux contribuables : le tsunami est dévastateur. Dans ce déluge, il est utile pour l'analyse de distinguer diverses catégories de lois tout aussi assassines les unes que les autres.**

**D'abord les lois contradictoires avec d'autres lois et elles sont légion ; plusieurs des 90 codes qui écrasent l'économie françaises sont contradictoires entre eux. Bonjour les incertitudes et les procès.**

**S'ajoutent les lois inappliquées tout simplement faute de décrets d'application et de circulaires qui ne viennent pas. En effet, la galaxie d'usines à gaz législatives est tellement compliquée qu'il faut absolument des décrets d'application et des circulaires pour se mouvoir dans la forêt vierge et très souvent ils ne viennent pas. Ces lois sont des lois « mortes nées ». Monsieur Sarkozy se vante d'avoir réformé la France depuis deux ans ; en fait la statistique officielle, établie par un organisme d'État, a indiqué que seulement 8 % des lois qu'il avait fait voter sont applicables aujourd'hui : ses prétendues réformes sont donc des réformes mortes-nées.**

**Il y a, plus fort encore : les lois en « coma avancé ». En effet, une foule d'organismes sont aux aguets pour détruire les lois après coup, comme le conseil d'État, le conseil constitutionnel, la CEE et au finish la Cour de Luxembourg. Quand le coma se réalise effectivement parfois au bout de plusieurs années, il est rétroactif : la « République Fromagère (R.F.) a inventé la mort rétroactive ce qui, pour des partisans de la culture de mort, est finalement assez logique.**

**Il existe aussi des lois pantomime. En avril 2006, le lider maximo de l'époque, un certain Jacques Chirac, avait dit devant le prompteur qu'il allait promulguer une loi au sujet du CPE et l'avait fait sans tarder le 2 avril. Mais, il avait demandé tout aussitôt au gouvernement de mettre en chantier une nouvelle loi qui pratiquement détruirait la loi que son auguste main avait paraphé, laquelle était sans doute contradictoire avec elle-même.**

**Et cela nous conduit, dans cette analyse des catégories, au chef d'œuvre absolu de la bureaucratie : ce sont les lois hermétiques. En effet, le conseil constitutionnel, pourtant composé de gens supposés très malins et payés comme tels, a refoulé des lois n'étant pas arrivés à les comprendre !**

**J'ai souvent énoncé les raisons qui poussent les hommes de l'État à fabriquer des lois sans interruption ; ces faux motifs sont d'une force sans égale, de sorte la fabrication des lois est la seule fabrication qui marche vraiment dans la « République Fromagère ».**

**Parmi ces mauvaises raisons se trouve l'idée véritablement négative de prétendus « vides juridiques », dont les événements récents nous offrent plusieurs exemples. Les voici.**

**D'abord les motos-taxis. L'une des pratiques habituelles des hommes de l'État est de surfer sur les innovations qui surviennent dans le cadre du marché, suite à l'action d'entrepreneurs actifs aux écoutes des besoins. Dès qu'une telle innovation apparaît, ils s'en emparent pour en faire une base de leur activité négative, ce qui conduit à davantage de fonctions, d'organismes, de réglementations, ceci pour leur propre avantage.**

**Les motos-taxis se développent : parfait. C'est une façon probablement d'arriver plus vite là où on veut aller bien qu'avec un moindre confort que dans un taxi habituel : chacun est libre d'arbitrer entre son confort, les risques qu'il prend, et son objectif d'arriver à telle heure à tel endroit. C'en est trop pour les hommes qui manipulent la France et qui ont parlé tout récemment de « vide juridique ». Ils se proposent donc d'encadrer cette activité. Or les lois existantes bien trop nombreuses, comme il est dit plus haut, permettent certainement à cette activité de se développer sans lois nouvelles, chacun se couvrant des risques sur les marchés. La seule conséquence de l'encadrement sera de limiter ce nouveau business, c'est-à-dire de freiner l'enrichissement général.**

**Une autre activité très différente existe depuis longtemps : ce sont les « petits chanteurs à la croix de bois ». C'est une organisation extrêmement sympathique qui depuis des décennies se renouvelle de génération en génération. De jeunes garçons chantent des chansons magnifiques et il arrive souvent qu'ils se produisent sur scène pour permettre à l'association de gagner quelques sous. Cela vaut mieux que de les voir visser devant des jeux électroniques ou se livrer au trafic de drogue.**

**Comme pour toute initiative privée qui marche l'État veut l'écraser de sa lourde patte ? Le préfet de l'Oise, où se trouve le siège social de l'institution, exige désormais que les enfants soient rémunérés quand ils se produisent sur scène. Évidemment cela va nuire gravement aux finances de l'association ; en plus les charges sociales arrachées par la force à cette occasion vont alimenter le trou immense des dépenses étatiques, ceci sans que les malheureux enfants aient quoi que ce soit lorsqu'ils auront atteint l'âge de la retraite, puisque tout va disparaître dans la marée des déficits publics. Accessoirement c'est un coup sournois que le préfet de l'Oise va porter à la famille, car ce sont les parents qui sont responsables des enfants et qui devraient pouvoir décider librement s'ils seront rémunérés ou non. Faut-il évoquer en plus la chistiannophobie ? C'est plus que probable.**

**Venons en aux prêts de main d'œuvre. Des sociétés, dans cette période de crise, commencent à s'organiser librement pour le prêt de main-d'œuvre. Une filiale de Fiat a négocié un accord avec une société voisine filiale de Plastic Omnium ; celle-ci, en difficulté est désireuse d'alléger ses charges de main-d'œuvre sans perdre pour l'avenir sa structure et son organisation ; la filiale de Fiat a un surcroît de travail et donc elle emprunte de la main-d'œuvre à la voisine. Nous apprenons à cette occasion que le prêt de main-d'œuvre entre entreprises est interdit en France s'il est utilisé à but lucratif : voici encore un aspect peu connu du pouvoir totalitaire. Pourquoi ce prêt de la main-d'œuvre aurait-il lieu si ce n'est pour gagner mutuellement de l'argent ?**

**S'il les prêts de main d'œuvre de tous niveaux se développaient, il naîtrait très vite dans toutes les régions et tous les secteurs économiques de véritables marchés de prêts de la**

main-d'œuvre, avec peut-être des bourses, et l'intérêt commun y trouverait son compte. C'est insupportable pour les députés de l'UMP, parti que l'on situe officiellement à droite alors qu'en fait il court sans cesse vers la gauche. Huit députés de cette organisation ont rédigé une proposition de loi qui sera débattue par l'assemblée en mai et visant à encadrer le prêt de main d'oeuvre. Le prétexte est de le faciliter ; en fait cela va créer une nouvelle usine à gaz avec un nuage de complications difficiles à comprendre et propres à décourager l'opération que l'on prétend vouloir développer.

Pour terminer et compléter l'explication de l'inondation des lois, dont les prétendus vides juridiques ne sont qu'une des manifestations, il faut se référer d'une façon surprenante au marché publicitaire. Les publicitaires ont des méthodes de calcul de la valeur des publicités clandestines ; quand une marque arrive à faire prononcer son nom indéfiniment sans pour autant payer une vraie campagne de publicité, c'est un succès car l'économie financière est tout à fait massive.

L'adresse suprême pour les hommes politiques est d'accrocher leur nom à une loi de sorte que le nom soit ainsi cité sans limite de temps dans les médias et c'est une des raisons du déluge des lois. Tel est le cas en particulier des lois sur l'immobilier, qui sont toutes destructrices de l'immobilier, mais dont le nom des heureux créateurs est prononcé indéfiniment jusque dans les cabinets des notaires ; le bénéfice politique dans tous les sens du terme est considérable.

Qui nous rendra notre liberté perdue ? La question est posée et c'est pour cela qu'il nous faut un véritable « pouvoir libérateur ».

**Michel de Poncins**

---

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

[micheldeponcins@orange.fr](mailto:micheldeponcins@orange.fr)

-----

**REMARQUE IMPORTANTE**

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur **LE PILORI**

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

---

Invitation au prochain

**DEJEUNER-DEBAT**

**DE RADIO-SILENCE**

(<http://www.radio-silence.org>)

Samedi 23 mai 2009 à 12 h.30

avec M. André Pertuzio, expert pétrolier :

**"L'ENERGIE DANS LE MONDE"**

Lieu: Restaurant **LE GRENADIER**, gare d'Austerlitz, 75013 Paris.

Le restaurant se trouve au-dessus de la brasserie de la gare. Parkings gare.

Les places étant limitées, envoyez s.v.p. dès maintenant votre chèque de 27 E/place (étudiants et chômeurs 20 E) à:

**LA VOIX DU SILENCE, 5 rue Dufrenoy, 75116 Paris**

---

**CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES (CLE )**

(Association de la loi de 1901)

**5, rue Dufrenoy 75116 PARIS**

**C O M M U N I Q U É**

**Nous avons l'honneur de vous inviter**

**À LA CONFÉRENCE-DÉBAT QUI AURA LIEU**

**LE MARDI 2 JUIN 2009 À 19 HEURES**

**DANS LA SALLE DE L'ASIEEM 6 RUE ALBERT DE LAPPARENT 75007  
PARIS ( METROS SÈVRES-LECOURBE ET SEGUR).**

**S.A.R. LE PRINCE CHARLES-EMMANUEL DE BOURBON**

**ET DE PARME**

**Traitera le sujet suivant**

**OU EN EST LA FAMILLE AUJOURD'HUI ?**

**Le Président,  
Michel de PONCINS**

**Participation aux frais : 10 € ; adhérents de CLE, entrée gratuite.**

---

## **CITATIONS**

**Alfred NAQUET, promoteur de la loi sur le divorce judiciaire (27 juillet 1884)**

**« Le mariage est une institution tyrannique et attentatoire à la liberté de l'homme, la cause de la dégénérescence de l'espèce humaine ; c'est une institution génératrice de vice, de misère et de mal : il faut lui préférer le concubinage ou l'union libre, sans intervention de l'autorité, sans consécration religieuse et légale. Le mariage existant, la prostitution fait plus de bien que de mal. »**

**FLORIN AFTALION DANS LE FIGARO**

**« Les causes de la crise actuelle sont dans l'émission massive de créances hypothécaires de mauvaise qualité et leur incorporation dans des produits structurés, jointe à une politique monétaire trop largement expansionniste.**

---

## REVUE DE PRESSE

### POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE (PAC)

Comme toutes politiques publiques dans le domaine de l'économie la politique agricole commune, ainsi d'ailleurs que la politique agricole française, a des effets fortement négatifs.

Les listes des principaux bénéficiaires de cette politique agricole commune a été dévoilés sur Internet et dans les journaux. Jusqu'à présent, on sait que l'on s'efforçait de les cacher. Sur les 10 milliards d'euros distribués dans l'hexagone à ce titre, les 200 premiers bénéficiaires, c'est-à-dire ceux qui reçoivent plus de 500 000 €, sont les industriels de l'agroalimentaire ainsi que de très riches agriculteurs comme le prince Albert de Monaco.

Un des principes de la République Fromagère est que celle-ci privilégie toujours les riches par rapport aux pauvres.

### DIVERSITE

La diversité dans les emplois, dans les locations, dans les médias et partout est une des chimères auxquelles s'attache malencontreusement le pouvoir en place. La banque anglaise HSBC montre une bonne force de résistance à cette chimère. Elle fait de la publicité actuellement en France dans ses agences pour montrer qu'elle s'attache aux valeurs familiales. La grande surprise est que dans les photos qui symbolise cette publicité et que l'on voit devant ses agences, il y a vraiment aucune diversité et également aucune propagande pour le divorce. Cela veut dire que quelque part quelqu'un a résisté au sommet de cette banque à la pression médiatique inévitable.

[ici](#)

---

## BREVES ET LONGUES

### LE SCANDALE NATIXIS

Le scandale Natixis est un scandale immense aussi grand au niveau de la France que le scandale Madoff au niveau de la planète. Il s'agit d'une filiale commune des caisses d'épargne et des banques populaires qui à l'époque étaient séparées et qui viennent de fusionner. La filiale par suite de fautes de gestion impardonnables est allée au tapis et a du être refinancée d'urgence.

**L'action a été introduite le 7 décembre 2006 à 19,55 € Les deux réseaux ont fait des pressions formidables avec à l'appui de grosses primes pour faire souscrire le bon public. Aujourd'hui l'action ne vaut plus que 1,7 euro, des milliers de gens ayant été ruinés ? Personne n'entend parler de sanctions vis-à-vis des dirigeants des deux maisons mères.**

**On est obligé de penser que la solidarité à jouer à plein dans le cadre des complicités habituelles entre camarades appartenant aux mêmes sociétés de pensée.**

## **VALERIE PECRESSE ET LE METISSAGE**

**Voici une déclaration de cette dame au journal le monde 23 août 2006.**

**« La France est une société métissée qui ne se voit pas comme telle. Il faut pourtant le savoir : les habitants des ghettos et ceux des beaux quartiers finiront par se mélanger. Nos frontières vont s'ouvrir à de nouvelles formes d'émigration, venant d'Asie comme des pays de l'Est. Nous sommes à la croisée des chemins, nous avons peur de l'autre, de l'étranger. Si, en tant que responsable politique, nous passons toute notre énergie à panser les plaies, à réécrire le passé pour le rendre plus acceptable, alors nous ne nous projetons plus dans l'avenir à savoir la construction d'une société métissée. »**

## **L'ART CONTEMPORAIN**

**Une fois n'est pas coutume. Le Figaro, journal connu de la pensée unique totalitaire, fait un compte rendu favorable d'un livre critique sur l'art contemporain, à savoir « la grande falsification, l'art contemporain » de Jean-Cyrille Godefroy.**

**L'article présente la photo d'un grand carré orange.**

**Voici quelques citations : « à quelques rares exceptions il est difficile de critiquer car il y a beaucoup à perdre et peu à gagner, si ce n'est de passer pour un esprit rétrograde, insensible à la création artistique, et pourquoi pas un nostalgique de la marine à voile. La machine à délégitimer est toujours prête dans la petite camarilla d'artistes pour ostraciser l'imprudent qui s'aventure sur ce terrain miné. D'autant qu'il y a de gros intérêts en jeu. Aussi ne faut-il guère compter sur les spécialistes d'esthétique pour nous décrypter ce naufrage contemporain »**

**Et aussi : « on passe en moins d'un demi-siècle d'Ingres ou de Corot à carré blanc sur fond blanc de Malevitch »**

**Le plus surprenant est que sous la signature de Jacques de Saint-Victor le Figaro ait laissé passer ce véritable brûlot. Nous allons voir dans les jours prochains si quelqu'un vient rectifier le tir.**

---

## **DOCUMENTS**

**(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)**

### **PACA**

**Chers amis**

**Nous vous proposons le texte suivant pour paraître sur les sites des contribuables.**

**Cordialement**

### **LE GASPILLAGE, CONSUBSTANTIEL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

**Gabriel Lévy  
Association des Contribuables d'Aubagne**

**Le 11 mai 2009.**

**Nous savions déjà que le conseil régional de la région PACA s'était illustré dans le rôle du gogo en accordant 700.000 € de subventions à des associations fictives.**

**Nous savions aussi que cette institution pouvait consacrer 219 576 euros pour communiquer avec le président de la république, par le biais d'une pleine page des quotidiens La Provence, le Figaro, le Monde, Libération, La Marseillaise, Nice et Var Matin, Le Dauphiné Libéré, du 28 mars 2008, au sujet d'un nouveau machin : « un conseil permanent des régions méditerranéennes », ayant pour mission de mettre en œuvre « un véritable Plan Marshall », destiné, non à nos concitoyens, mais aux populations riveraines de la Méditerranée, afin d'« assurer la paix et la sécurité ».**

**Aujourd'hui, son président propose un référendum pour changer le nom de « PACA » qui ne lui paraît pas assez « vendable ». Ceci signifie, dans un premier temps, des dépenses de publicité (bienvenue, pour les journaux) afin d'organiser ce référendum, et dans un deuxième temps, la mise au pilon de tonnes de papier portant l'ancienne dénomination, ainsi que l'échange de poteaux indicateurs dans les villes de la région, voire des cartes grises des nombreuses voitures de service.**

La région, dont on veut changer le nom, s'appelle : « Provence, Alpes, Côte d'Azur », mais la manie d'utiliser des sigles et des abréviations a réduit ce nom à PACA. Le président estime peut-être que le temps étant de l'argent, il faut investir les sommes que nous venons d'annoncer, pour abrégé celui passé à prononcer ce nom.

Il est à craindre que le changement d'appellation se borne à celui de « Provence Méditerranée » ou l'inverse. Nous aurons « gagné » un mot, mais perdu tant d'argent !

Les prochaines élections régionales valent bien quelques paillettes... d'or, évidemment.

Quand le parlement se décidera-t-il à limiter les dépenses de communication des collectivités locales à un pourcentage de leur budget de fonctionnement ? Proposez-le à vos représentants.

-----

## ECOLES A L'ETRANGER

### A DIFFUSER LARGEMENT ...

**On est encore truané par SARKO et les 40 voleurs !**

**La crise, pour qui, dites-vous ?**

Lorsqu'on sait que le petit Louis (dernier de Sarkozy) est scolarisé depuis septembre à Dubaï l'article s'éclaire d'un jour nouveau ! C'est intéressant.

Pendant que le gouvernement ratiboise les effectifs des profs, Sarkozy veut imposer une réforme géniale. Il a décidé d'offrir aux expatriés la gratuité des écoles et lycées français de l'étranger. Un cadeau sympa, non ? Sauf qu'il va surtout profiter aux plus aisés, et que l'addition, pour l'Etat, s'annonce carabinée. Ces écoles, très cotées étaient jusqu'à présent payantes. Certains lycées sont des établissements publics, d'autres, privés sous contrat. En tout 160 000 élèves y sont scolarisés, dont 80 000 français. Sous la tutelle du Quai d'Orsay, chaque établissement fixe assez librement ses tarifs et ça atteint des sommets: 5 500 euros l'année à Tokyo, 6 500 à Londres, 15 000 à New York et 17 000 euros -le record- à San Francisco. Au diable l'avarice! Pour les expatriés modestes, un système de bourses plutôt généreux est déjà en place.

A New York, par exemple, il faut gagner moins de 65 000 euros par an -pas vraiment le smic- pour décrocher 4 500 euros d'aide. Environ un quart des élèves français bénéficient d'une bourse. Mais pour Sarko, ce n'était pas assez. Depuis l'an dernier et à la demande express de l'Elysée, l'Etat prend en charge l'intégralité des frais de scolarité des élèves français de terminale... quels que soient les revenus des parents. Plus besoin de bourse ! A la

rentrée de septembre, ce sera le tour des premières, puis des secondes l'an prochain, et ainsi de suite. "

**J'aurais pu commencer la gratuité par la maternelle, a expliqué Sarko, le 20 juin dernier, devant la communauté française d'Athènes. Mais j'ai voulu commencer par l'année la plus chère pour que vous puissiez constater la générosité des pouvoirs publics français." Encore merci !**

**Mais générosité pour qui ? A Londres, l'une des familles concernées par ce généreux cadeau déclare plus de 2 millions d'euros de revenus annuels. Et deux autres gagnent plus d'un million. Jusqu'alors, une partie du financement était assurée par des grandes entreprises françaises désireuses d'attirer leurs cadres vers l'étranger. Ces boîtes, comme Darty ou Auchan, rentrent déjà leur chéquier : pourquoi payer les frais de leurs expat' si l'Etat régale ? Un coût qui fait boum Au Quai d'Orsay, l'Agence française de l'enseignement à l'étranger a simulé le coût de cette plaisanterie mais s'est bien gardé d'en publier le résultat. Lequel est tout de même tombé dans les palmes du "Canard". D'ici dix ans, appliquée du lycée jusqu'au CP (sans parler de la maternelle), la gratuité coûterait à l'Etat la bagatelle de 713 millions d'euros par an !**

**Intenable ! La vraie priorité, c'est l'ouverture de nouveaux établissements, pas la gratuité. Mais pourquoi Nicolas Sarkozy s'est lancé là-dedans ? Peut-être parce qu'il se sent personnellement concerné par la question : après avoir été annoncé à New York puis à Londres, petit Louis est finalement inscrit au lycée français de Doha... Et il va falloir payer ! Auditionné par le Sénat à la fin juin, Bernard Kouchner n'a pas nié ces menus "inconvenients". Son cabinet songe d'ailleurs à couper la poire en deux : une gratuité partielle... mais toujours sans conditions de revenus. Sauf que, pour le moment, Sarko n'en veut pas. "Je tiens beaucoup à la gratuité", s'entête-t-il à chaque déclaration à l'étranger. Sans prendre le temps de préciser comment sera financée cette très généreuse gratuité !**

**A DIFFUSER LARGEMENT. Ce ne sont pas les médias qui nous le diront. Et puisqu'il faut faire des économies à l'Education Nationale, je vous laisse juges.**

**Tout va bien. Surtout pour certains.**

**Il n'y a plus d'argent ???**

-----

## **LA VAGUE ANTICAPITALISTE**

**La crise économique est décidément un alibi commode pour ressortir les vieilles lunes anticapitalistes. Les médias nous parlaient déjà de la crise dans les années 70. A cette**

époque, le président Giscard D'Estaing entrevoyait le « bout du tunnel » tandis que la gauche se proposait de « changer la vie ». François Mitterrand a rassemblé la gauche pour conquérir le pouvoir en 1981. Mais durant les années 80, le refrain de la crise n'a jamais cessé ce qui a donné lieu à des alternances et des cohabitations. Sur fond de crise permanente, les français ont aussitôt chassé du pouvoir ceux qu'ils avaient élus avec enthousiasme. A chaque fois, c'est le même constat d'échec, c'est la même déception. A vouloir tout confier à l'Etat, on a peut-être poussé les hommes et femmes politiques en dehors de leur domaine de compétence. Peut-on changer l'économie ? En tout état de cause, on a moins de chance d'améliorer l'économie si on ne prend pas en compte son fonctionnement et ses ressorts et si l'on se refuse a fortiori à en comprendre les mécanismes profonds.

N'y a-t-il pas en effet un vice de forme à vouloir élire nos dirigeants sur des programmes et sur des objectifs économiques ? N'y a-t-il pas un problème de fond à faire des sondages d'opinion sur des programmes et des objectifs économiques ? La majorité des français aimeraient toucher un salaire sans avoir à travailler et la majorité des étudiants aimeraient obtenir un diplôme sans avoir à passer des examens. Est-ce pour autant raisonnable, réaliste et réalisable ? Tout le monde s'accorde à vilipender le libéralisme mais c'est pourtant à ceux qui ont l'intention d'intervenir dans l'économie qu'il revient de démontrer la justesse de leur raisonnement. C'est normalement celui qui accuse qui doit fournir la preuve.

La question n'est pas anodine car l'économie n'est seulement une question d'opinion ou de politique. Les lois de l'économie ne se décident dans aucun parlement et ne peuvent se plier sous le poids d'aucune majorité.

Pourtant l'anticapitalisme surfe sur cette méconnaissance arrogante de notre condition économique, elle-même profondément liée à l'insupportable condition humaine. La montée de l'anticapitalisme en France a de quoi laisser perplexe. C'est à croire que la gauche n'a jamais été au pouvoir. Si un projet anticapitaliste était possible, il existerait déjà car le capitalisme ne date pas d'aujourd'hui et son effondrement imminent est annoncé depuis que le capitalisme existe. Mais, tous les pays qui ont tenté une expérience anticapitaliste l'ont payé au prix fort. Aucun pays ne prospère sur les ruines de l'économie capitaliste. D'ailleurs, l'expression « économie capitaliste » est un pléonisme car le moteur de l'évolution économique est fondé sur l'accumulation du capital, ce qui est la définition technique du capitalisme.

Il faut donc être clair avec ses idées quand on mène un combat politique en cessant de mentir aux gens. Le discours anticapitaliste se nourrit chez nous de la haine viscérale qu'inspirent le libéralisme et toutes ses déclinaisons. Pourtant, quelle est cette alternative ? Que nous propose-t-on pour sortir de l'enfer capitaliste ? Pour le savoir, il faut remonter aux écrits de Marx car les idées ne sont pas nouvelles. Et tous ceux qui se réclament de l'anticapitalisme se réfèrent implicitement ou explicitement au marxisme. Pour sortir du capitalisme, il faut collectiviser les moyens de production, supprimer la propriété privée et sortir de la démocratie pour confier le pouvoir à un parti unique (animé par une pensée unique) qui mettra en œuvre une dictature – la dictature du prolétariat – seul instrument pour concrétiser le projet anticapitaliste. Tel est le projet anticapitaliste.

**Jean-Louis Cacomo,  
Perpignan, le 5 mai 2009**

**<http://caccomo.blogspot.com/>**

**[http://cozop.com/chroniques en liberte](http://cozop.com/chroniques_en_liberte)**